

Retranscription de vidéo MOOC pour Supagro Montpellier

*Véronique Lucas, sociologue FNCUMA, UMR Innovation***TITRE : CONSTRUIRE DES SYSTEMES INDEPENDANTS DE L'AGROFOURNITURE**

Sous-titre : répondre aux impacts socio-économiques de la modernisation agricole

Nom: séquence 1 – émergence de l'agroécologie

Juin 2015

On constate que les différents programmes de modernisation de l'agriculture ont induit le développement d'un secteur – ce qu'on a appelé de l'agrofourriture.

[Agrofourriture]

Donc c'est lui qui vend les **intrants**, les **équipements**, les **technologies**, qui aujourd'hui est devenu très puissant, très concentré, ce qui génère des phénomènes de dépendance vis à vis d'un agriculteur et aussi de ce qu'on appelle de verrouillage qui sont aujourd'hui des obstacles à la transition agroécologie. Je vais prendre par exemple le cas des semences.

[Le marché des semences]

La gestion de ces ressources tend de plus en plus à être gouvernée par des firmes internationales qui se sont spécialisées sur la production de semences mais sur un nombre réduit d'espèces végétales qu'on considère aujourd'hui comme des cultures dominantes, et ce à l'échelle internationale, comme le blé, le riz, le maïs. Or, la transition agroécologie ça demande de diversifier l'ensemble des espèces mises en culture et donc ça induit le besoin d'une production semencière qui puisse se déployer sur un plus grand nombre de cultures, y compris celles considérées comme orphelines parce qu'elles n'ont pas bénéficié de travaux de sélection et d'amélioration variétale dont ont pu bénéficier les cultures dominantes. Or aujourd'hui dans ce contexte où les firmes semencières sont devenues très concentrées et configurées selon une logique industrielle, elles montrent peu de motivation pour diversifier leur offre et préfèrent maintenir cette logique industrielle, logistique, sur un nombre réduit d'espèces.

[Comment permettre aux agriculteurs d'accéder à une diversité de semences ?]

Du coup ça pose la question de comment permettre aux agriculteurs d'accéder à une diversité de semences adaptées à leur condition. Est-ce qu'il faut aller vers le fait de permettre aux agriculteurs d'autoproduire, notamment avec des organisations collectives adaptées, pour autoproduire les semences dont ils ont besoin, ou est-ce qu'il faut plutôt aller vers une intervention publique qui contraindrait le secteur privé de la production de semences ou qui reconcentrerait des efforts de recherche publique dans le cas de la gestion de la semence en complémentarité avec le secteur privé ?

[Soutenir l'autoproduction coopérative des semences ?

Contraindre et réguler le secteur privé ?

Mettre en place une gestion publique des semences ?]

C'est donc tout un ensemble de questions qui se posent à ce niveau-là. [**Les semences : question agronomique, écologique, politique... et commerciale !** Illustrée par un tract de *Léa Nature* : aux graines citoyens!]